Café, développement et autochtonie en Nouvelle-Cadédonie

Isabelle Leblic

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8533>
DOI : 10.4000/etudesrurales.8533
ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2007
Pagination : 117-130

Référence électronique

Isabelle Leblic, « Café, développement et autochtonie en Nouvelle-Cadédonie », *Études rurales* [En ligne], 180 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 10 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8533> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8533

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_180&ID_ARTICLE=ETRU_180_0117

Café, développement et autochtonie en nouvelle-cadédonie

par Isabelle LEBLIC

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2007/02 - 180

ISSN 0014-2182 | pages 117 à 130

Pour citer cet article :

– Leblic I., Café, développement et autochtonie en nouvelle-cadédonie, Études rurales 2007/02, 180, p. 117-130.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

CAFÉ, DÉVELOPPEMENT ET AUTOCHTONIE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Isabelle Leblic

SANS REFAIRE ici l'histoire de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie – cela a déjà été fait¹ – il nous faut néanmoins en dire quelques mots car l'histoire du café dans cet archipel ne peut se comprendre sans celle de l'implantation coloniale.

Ce n'est qu'à la fin du XVIII^e siècle que James Cook, au cours de son deuxième voyage autour du monde sur le vaisseau *La Résolution*, permit au monde occidental de découvrir la Nouvelle-Calédonie : le 4 septembre 1774, il aperçut une île qu'il nomma *New Caledonia*. Mais ce n'est que près d'un siècle plus tard, le 24 septembre 1853, que le contre-amiral Février Despointes en prit possession au nom de l'empereur Napoléon III. Ainsi débuta la colonisation française de ces îles du bout du monde. Terre de colonisation pénale (1855-1894), puis terre de colonisation libre (à partir de 1895), la Nouvelle-Calédonie connut peu à peu une colonisation rurale qui expropria les Kanak² [Dauphiné 1989], entraînant de nombreux mouvements de population et leur cantonnement sur les territoires des « réserves ». Cela ne se fit pas sans heurts, plusieurs révoltes, toutes écrasées dans le sang,

vinrent en effet troubler cette expansion européenne (1858-1868, 1878, 1917...). Et des mesures de plus en plus drastiques à l'encontre des populations kanak s'ensuivirent, notamment le régime de l'indigénat instauré par le décret du 18 juillet 1887 et qui ne fut aboli qu'en 1946.

Histoires croisées de l'implantation du café et de la colonisation en Nouvelle-Calédonie

L'histoire de l'implantation de la culture du café en Nouvelle-Calédonie et celle de la colonisation sont donc intimement liées. Dès le début de la colonisation, ce sont les pères maristes, qui, en 1856, introduisirent les premiers pieds de café *Arabica*, en provenance de La Réunion, sur les terres de la mission de Saint-Louis, à La Conception, près de Nouméa. Là commença l'histoire du café calédonien. On peut découper cette histoire en quatre grandes périodes : celle des premiers essais et des colons Feillet³ (1856-1911) ; « le café ombrage » (*Coffea arabica*), depuis sa grande époque jusqu'à son déclin (1930-1945) ; « l'opération café soleil » (1980-1988) ; le renouveau du café aujourd'hui. Ces quatre périodes correspondent en gros à trois temps de la colonisation : d'abord, réaliser une colonie de

1. Voir, entre autres, I. Leblic [1993] et I. Leblic ed. [2003] ainsi que I. Merle [1995].

2. Il est d'usage en Nouvelle-Calédonie, depuis l'accord de Nouméa en 1998, de considérer « kanak » comme un terme invariable.

3. Plus de 500 familles, appelées « colons Feillet », sont venues de métropole, auxquelles il faut ajouter des travailleurs indiens et javanais.

peuplement ; ensuite, faire entrer les Kanak dans l'économie de marché pour les maintenir dans la logique coloniale ; enfin, tenter un rééquilibrage économique au profit des Kanak.

« VENEZ PLANTER DU CAFÉ EN CALÉDONIE »

C'est ainsi que s'adressait l'administration aux futurs colons pour les inciter à venir s'installer en Nouvelle-Calédonie :

Le projet comportait un double objectif : d'une part, le renforcement de la présence française dans cette partie du monde et, d'autre part, l'établissement d'une petite France australe, rurale et démocratique, dont le support matériel et économique serait une caféiculture familiale permettant l'enracinement d'une petite paysannerie française nombreuse et prospère [Terrier 2000 : 27].

En cette fin du XIX^e siècle, les pays occidentaux étaient à la recherche de nouvelles cultures de rente qui leur permettraient de développer leurs colonies. Dès 1862, le gouverneur Guillain tenta de développer la colonisation libre avec la mise en place de petites propriétés privées. En 1862, il favorisa l'implantation de la ferme modèle de l'ingénieur Adolphe Boutan au Pont des Français où fut réalisée la première pépinière de caféiers, qui, en 1864, permit de distribuer plus de 60 000 pieds de café aux colons venus s'installer en Grande-Terre, dans la région de Canala essentiellement. Occupant une soixantaine d'hectares à la fin des années 1880, les plantations de café permettaient non seulement d'approvisionner le marché local, mais également, les cours du café étant élevés, de réaliser quelques exportations. Il faut dire que le travail

sur les concessions des colons se faisait en grande partie grâce aux corvées⁴, avec une main-d'œuvre à moindre coût :

En appoint à l'élevage, les colons plantèrent du café tant que le code de l'indigénat obligea les Kanak à venir le cueillir [Bensa 1990 : 101].

Les bonnes conditions de rentabilité de la culture du café de cette fin de XIX^e siècle poussèrent le gouverneur Feillet, qui voulait transformer l'île en colonie d'immigration, à encourager la venue de familles (les « colons Feillet ») et de travailleurs étrangers sous contrat. Cela concernait le café, certes, mais aussi les mines de nickel en plein développement. Il avait prévu de favoriser la culture de 47 000 hectares de café pour atteindre une production de 90 000 tonnes.

Il [son plan] repose sur trois idées fondamentales, qui sont les suivantes : il faut faire venir des colons, qui disposeront d'un capital de départ de 5 000 francs, et qui cultiveront du café [Terrier 2000 : 302].

Cependant cette politique se déploya au détriment des Kanak de la côte est qui se trouvaient sur les terres les plus propices à la caféiculture. C'est ce qu'on a appelé « le grand cantonnement » (1897-1903) :

4. L'arrêté du 6 mai 1871 a en effet institué les corvées en faveur des colons et de l'administration, obligeant les Kanak à travailler pour eux. S'y ajoute en 1900 l'impôt de capitation : 10 francs par Kanak et par an, soit le salaire de dix jours de travail chez un colon. Il faut attendre le 24 juin 1938 et les accords de Genève sur l'interdiction de toute forme de travail obligatoire pour que soient supprimées ces corvées des Kanak.

La production de café, malgré des plans de relance nombreux, ne parvient même pas à satisfaire la consommation locale. Le parcellaire rural actuel de la « brousse » ne correspond en rien à la démocratie rurale de petits propriétaires dont rêvait Feillet. Cet échec retentissant par rapport aux objectifs initiaux provient incontestablement d'une démarche s'appuyant plus sur des considérations géostratégiques que sur une analyse réaliste des potentialités, tant calédoniennes que métropolitaines, en matière d'émigration et de colonisation. En 1902, considéré comme responsable de cet insuccès, malade, abandonné par le ministère, Paul Feillet quitte la Nouvelle-Calédonie, son action étant créditée, selon ses adversaires, de toutes les caractéristiques traditionnellement attribuées aux utopistes⁵ [Terrier 2000 : 28].

L'année 1912 marque la fin de ce rêve, avec un bilan très en deçà des prévisions : 6 000 hectares seulement furent plantés, soit huit fois moins que prévu, et les familles des colons Feillet désertèrent en grand nombre leurs concessions, quand ce ne fut pas la colonie. Premier plan café, premier échec⁶.

INTÉGRATION DES KANAK DANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Caféries⁷ sous ombrage (l'entre-deux-guerres)

Pour favoriser l'entrée des populations des tribus dans l'économie marchande, l'administration lança, vers les années 1930, une politique volontariste de « caféries » sous ombrage en milieu kanak :

Cette mise en valeur menée sous la contrainte (la plantation des caféiers dans

les réserves, conduite sous la supervision des gendarmes, est obligatoire) va se poursuivre rapidement selon une dynamique qui est aussi impulsée, de l'intérieur, par les populations kanak [Djama 1999 : 207].

Activité proche de la cueillette, qui ne nécessitait qu'un élagage et un nettoyage annuel ou bisannuel, cette formule obtint un certain succès en milieu tribal. Sans compter que ce mode de culture était économe en surfaces cultivées et permettait l'utilisation maximum des parcelles, souvent rares sur les terres exiguës des réserves, dans un contexte de remontée démographique de la population kanak⁸.

5. « Les 47 000 hectares de café devraient permettre l'installation de 10 000 familles françaises. Ainsi la colonie serait définitivement fondée et son avenir assuré. Il [Feillet] s'interroge ensuite : "Est-ce donc une utopie ? Je ne le crois pas et beaucoup de bons esprits dans la colonie partagent mon avis." » [Terrier 2000 : 274]

6. « "L'erreur de Feillet avait été de prôner une culture arbustive exigeante en main-d'œuvre en étranglant le bagne, principal réservoir de travailleurs. Mieux, il importait de nouveaux producteurs tout en fermant le seul marché de consommation de l'île", explique Alain Saussol (1979). Les difficultés climatiques et les ravages causés, après 1910, par la rouille du café (*Hemilia vastatrix*) sonnèrent le glas de cette initiative agraire d'envergure. » [Bensa 1990 : 73]

7. C'est ainsi qu'on nomme en français local les plantations de caféiers.

8. Ce n'est qu'en 1918 que la population kanak a cessé de décroître pour se stabiliser jusqu'en 1931. Depuis, elle ne cesse d'augmenter.

Ainsi, grâce à la plantation de 2 000 hectares de café en 1934⁹, pour une production qui passa de 224 tonnes (en 1932) à 541 tonnes (en 1939), de nombreux Kanak purent obtenir des revenus monétaires non négligeables pour l'époque. La politique d'alors tendait à favoriser la caféiculture kanak, qui devint concurrente de celle des colons, évaluée à environ 200 tonnes en 1939. Un Kanak de Ponérihouen¹⁰, âgé de près de 80 ans, raconte le temps des réquisitions et du travail forcé pour la cueillette du café chez les colons :

Quand la récolte de café arrive, les colons envoient des lettres aux chefs pour que les chefs puissent fournir des gens. Le dimanche, il [le chef de la tribu] rassemble tout le monde pour recruter les gens. Après chacun va faire le travail de son côté. Pour certains colons, on ne trouve personne à cause de la mauvaise nourriture et des mauvais traitements [...]. Qu'est-ce qui a fait que les colons ont pu monter au niveau de leur situation sociale ? C'est par rapport aux salaires, parce que les gens n'étaient pas payés comme il faut. Nos salaires sont très bas, en dessous, tandis que ce qu'ils récupèrent, eux, est très élevé. Les colons, ils disent qu'ils ont mis le pays en valeur mais, en fait, c'est nous, les Kanak, qui l'avons mis en valeur car c'est nous qui avons travaillé « leurs » terres pour eux. Voilà pourquoi nous, on demande l'indépendance, parce que ça fait cent ans que nous, on travaille pour ça. Mais pour essayer de les rattraper, pour arriver à leur niveau, y'a pas moyen [il rigole !]. Ceux qui sont arrivés et qui n'avaient rien, ils sont venus nous chercher pour travailler pour eux et ils ont tout récupéré [...].

Auparavant, nous nous occupions des caféries des colons pour avoir du travail tout le temps [...]. Pour chaque travail, on nous payait [...]. Nous faisons ce travail chez les bons colons. D'autres Kanak ne le faisaient pas, ce qui les obligeait à aller chercher du travail. Cette façon de procéder a duré un moment (entretien, décembre 1990).

Ce n'est qu'après l'abolition du travail forcé que « l'adoption des cultures spéculatives [put] pleinement apporter aux habitants des réserves les ressources escomptées [...]. À cet égard, les années 1950 [constituèrent] une sorte de période d'équilibre au cours de laquelle les Mélanésiens de la Grande-Terre [tirent] de l'agriculture l'essentiel de leurs ressources vivrières et de leurs disponibilités monétaires » [Guiart 1981 : pl. 32] :

Au grand dam des colons, on accorde [...] aux réserves mélanésiennes l'autorisation de produire et de vendre leur propre café, et ainsi de concurrencer les Blancs [Bensa 1990 : 96].

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la production maximale de café fut atteinte avec 2 350 tonnes, dont 2 000 furent exportées. Mais la guerre provoqua le déclin de la filière (plus de main-d'œuvre, les Kanak travaillant désormais au profit de l'armée américaine) et rendit les exportations difficiles. À cela vinrent s'ajouter la fin du régime de

9. Les colons, à la même date, avaient, quant à eux, planté 2 800 hectares de caféiers.

10. Notre étude porte sur la commune de Ponérihouen, qui se situe dans l'aire linguistique paicî.

l'indigénat (avril 1946), permettant aux Kanak de à nouveau circuler et travailler librement, et, à partir de 1948, les ravages du scolyte, insecte parasite du caféier. D'après Marie-Charlotte Laroche [1954 : 78-79], en 1953, le gain d'un planteur de café avoisinait les 175 à 250 francs CFP¹¹ pour le ramassage de 5 à 7 touques¹² de cerises de café par jour (données recueillies auprès de la tribu des Welis près de Voh). Et selon Jean Guiart [1981 : pl. 32], pour l'année 1954, à Pwaouta (Pouembout), le revenu moyen dû au café, par habitant et par an, est de 12 587 francs CFP auxquels s'ajoutent 138 francs CFP dus à la vente de quelques produits vivriers : parmi celles qui ont été étudiées, c'est la tribu qui présente le revenu le plus élevé grâce au rendement de ses plantations d'arabica (500 kg/ha). À Kovay (Pouembout), les revenus procurés par le café sont de 6 236 francs CFP par personne et par an, plus 156 francs CFP de produits vivriers. Les plus faibles revenus sont ceux de la tribu de Néavin (Ponérihouen) : 1 751 francs CFP par personne et par an.

Dans les années qui suivent l'abrogation du régime de l'indigénat en 1946, les producteurs mélanésiens assurent 50 % de la production de café, 85 % de celle du coprah et 90 % de la production des trocas, trois marchandises dont les quantités exportées sont en nette progression entre 1948 et 1951 (Kurtovitch 1997 : 139). Profitant de l'arrêt des plantations européennes, condamnées par le renchérissement de la main-d'œuvre, et des appuis de l'administration, les producteurs mélanésiens s'investissent davantage sur leurs plantations et fournissent, pour

quelques années encore, l'essentiel des productions agricoles exportées de la Nouvelle-Calédonie [Djama 1999 : 207-208].

Ainsi, à l'époque, la réussite économique des Kanak ne se limitait pas au seul secteur du café. Si la production issue des parcelles qu'ils cultivaient eux-mêmes progressa jusqu'en 1960, autorisant un bon niveau d'exportation, cet essor fut stoppé par le boom du nickel et par l'attrait des emplois salariés. À partir de cette date, l'agriculture kanak déclina sensiblement, tant dans le secteur vivrier que dans les productions spéculatives [Missotte 1985]. Pour le café, culture emblématique de l'agriculture de rente kanak :

Les chutes de production s'opèrent au rythme de moins 108 tonnes par an pour la décennie 1963-1973, puis de moins 19 tonnes pour la période 1973-1990, malgré la mise en œuvre d'un ambitieux plan de relance de cette filière dans les années 1980 (Freyss 1995 : 330) [Djama 1999 : 209].

Sans pour autant, comme le note Marcel Djama [1999], profiter à l'horticulture vivrière, dont les surfaces exploitées ne cessent de diminuer (130 m² en moyenne d'après le recensement général de l'agriculture de 1991).

11. « Cours français du Pacifique ». À l'époque, 1 franc CFP valait 0,055 franc français. Aujourd'hui 100 francs CFP équivalent à 0,838 €.

12. Pour information, 1 touque correspond à 12 kilos de cerises, dont on tire 2 à 3 kilos de café vert (arrondis généralement à 2 kg).

« *L'opération café soleil* » (1980-1988)

Dans le dernier quart du XX^e siècle, dans le but de contrecarrer les idées indépendantistes naissantes, les politiques d'intégration des Kanak dans l'économie de marché se firent plus pressantes. C'est dans ce cadre que fut lancée ce qu'on a appelé « l'opération café soleil ».

Constatant la baisse importante de la production de café (de 2 200 tonnes en 1939 à 1 500 tonnes dans les années 1950 et 317 tonnes en 1982-1983), due essentiellement au délabrement de l'outil de production (plantations traditionnelles très âgées, ombrage non contrôlé), la Commission de la politique rurale du territoire décida, en 1975, de relancer la politique caféicole par la reconstitution de l'outil de production et par la mise en œuvre de techniques culturales modernes (plantation sans ombrage, avec apport d'engrais). Cette relance¹³ s'appuyait aussi sur l'introduction de nouvelles variétés. Du « café ombrage », qui représentait encore plus de 2 300 hectares en 1984 [David et Pillon 1999 : 197-198], on passa au « café soleil »¹⁴. Le but de cette opération était de « permettre à chaque caféiculteur mélanésien, avec 3 hectares de caféiculture intensive et un quintuplement des rendements moyens à l'hectare par rapport aux anciennes caféières, d'atteindre à [sic] un revenu monétaire de 50 000 francs CFP par mois (soit un peu plus que le salaire minimum) » [Pillon 1985 : 1632].

Mais entre ce qui avait été prévu par les politiques et les administratifs (plantation de 2 000 ha de caféiers sur dix ans, dont les deux tiers sur la côte est) et ce qui s'est réellement passé (moins de 500 ha au bout de huit années

et un taux de réalisation effectif du plan de 16 %), il y a un gouffre¹⁵. Les Kanak ne demandaient que de très petites parcelles (une moyenne de 0,34 ha par famille) et, malgré ces surfaces réduites, ils n'en assuraient pas l'entretien comme il le fallait (désherbage chimique ou à la main, utilisation d'engrais, cultures intercalaires...) ¹⁶ pour que les parcelles donnent un rendement optimal après les inévitables trois années improductives et de dur labeur. Sans parler du fait que la petite taille des parcelles ne pouvait en aucun cas fournir des revenus monétaires pouvant concurrencer les salaires proposés ailleurs. D'où un échec retentissant de cette opération :

La diffusion des nouvelles techniques a payé un lourd tribut aux abandons de parcelles : les plus nombreux ont eu lieu durant la phase initiale de « l'opération café soleil », de 1978 à 1980, où ils ont concerné 71 % des parcelles (Tissier 1990 : 59). L'extrême faiblesse

13. Le boom du nickel (1969-1972) avait entraîné l'effondrement de la caféiculture, les salaires du secteur minier étant beaucoup plus attractifs. Par la suite, les actifs kanak eurent tendance à chercher des emplois dans le secteur tertiaire [Pillon 1985 ; Leblic 1993].

14. Programme mis en œuvre en 1978. Pour plus de détails, voir notamment I. Leblic [1993 : 297-303]. Voir aussi P. Missotte [1985] et J.-M. Kohler et P. Pillon [1986].

15. Pour d'autres exemples voir I. Leblic [1993].

16. « Dans le cas de la caféiculture sans ombrage, la rupture essentielle par rapport aux anciennes caféières et aux pratiques mélanésiennes réside dans la redéfinition du travail productif qu'elle impose. » [Pillon 1985 : 1634]

quantitative des résultats de l'opération s'accompagne d'un coût élevé, supérieur aux prévisions [David et Pillon 1999 : 202].

LA RELANCE EN PROVINCE NORD

Selon Jean-Pierre Doumenge [1981], les aménagements kanak se faisaient, à la fin du XX^e siècle, selon quatre combinaisons : la combinaison café-jardins vivriers sur les piémonts montagneux et les terrasses alluviales des basses et moyennes vallées ; la combinaison café-jardins vivriers dans les hautes vallées, avec une réelle séparation des cultures (café sur les talwegs et jardins dans les interfluves), associée à la présence d'un élevage extensif ; la même combinaison café-jardins vivriers dans les hautes vallées, cette fois sans élevage ; les cocoteraies du bord de mer (à la place de la caféiculture), associées à des jardins vivriers, sur des sols de meilleure qualité. Dans ce cadre, 60 à 80 % de la SAU était le fait de cultures commerciales (essentiellement le café) ; les cultures vivrières ne couvraient que 6 à 10 % de la SAU, les 10 à 34 % restants étant les jardins en jachère et les terres gardées en réserve pour l'horticulture.

Pour la filière « café », dans son code de développement, la province Nord décida, lors de sa première mandature, en 1990, de subventionner tous les projets de création ou d'extension d'une caféière d'au moins 0,25 hectare (café soleil ou café sous ombrage, ici réhabilité). L'aide à la régénération des caféières âgées fut fixée à 500 francs CFP/hectare par pied recépé ; celle au défrichement et à la préparation des terres variait selon le type de terrain et s'échelonnait entre

30 000 et 300 000 francs CFP/hectare. L'achat des plants fut subventionné à 100 % par la province ainsi que celui des intrants (engrais et désherbants) jusqu'à la première récolte. En outre, pendant les trois premières années improductives, une prime annuelle d'entretien fut attribuée à raison de 180 000 francs CFP/hectare planté et effectivement entretenu. Par ailleurs, les cultures intercalaires furent encouragées durant cette période non productive.

À l'heure actuelle, la côte est de la province Nord est la principale région productrice de café pour l'ensemble du territoire. Tenant compte des erreurs du passé, la production est basée sur des petites unités familiales, avec des techniques qui se sont adaptées au mode de vie tribal tout en en faisant une production économiquement attractive, et ce en s'appuyant sur le Groupement agricole de la côte est [15](GAPCE), coopérative qui fournit aux petits producteurs (700 sur 2 000 adhérents) le matériel et les semences et qui commercialise leurs productions. Outre la collecte des cerises de café et leur transformation en vue de les distribuer sous la marque « Hoïa », le GAPCE fournit à tous ses membres tout l'outillage, l'équipement et les intrants dont ils ont besoin.

En 2002, 121 des 180 producteurs de café de Nouvelle-Calédonie résident en province Nord, dont 60 sur la côte est. Ils produisent 69 % du chiffre d'affaires de la filière « café » de Nouvelle-Calédonie, à 95 % du robusta. La culture du café ainsi réalisée sur des parcelles de 0,3 hectare en moyenne, avec un renouvellement peu soutenu de plantation (moins de 1 hectare par an au total), est essentiellement le fait de Kanak vivant en milieu tribal (de

55 ans en moyenne) ; elle est, en outre, faiblement mécanisée et utilise peu d'engrais.

Pour conclure cette petite histoire de la caféiculture en Nouvelle-Calédonie, on peut dire que c'est en revenant à une culture plus traditionnelle que celle-ci a pu trouver un second souffle, étant dès lors moins en concurrence avec la notion du travail telle qu'appliquée en pays kanak.

Mais avant d'aborder les représentations kanak du travail, il nous faut évoquer brièvement l'organisation sociale kanak et sa structure foncière.

Structure foncière kanak

La société kanak, dont l'organisation est fondée sur l'appropriation et l'usage du sol, avec une identification étroite des lignages à la terre, possède une économie basée sur un système de productions vivrières (cultures sur brûlis, pêche...) assurant largement la subsistance des personnes. Ce système de production domestique, qui a été bouleversé par la colonisation¹⁷ et sa politique de cantonnement, notamment en induisant de nouveaux rapports à la terre, organise la vie quotidienne et sociale des Kanak, une légère surproduction permettant d'assurer les échanges non économiques au sens strict, mais à caractère social. Ainsi, les techniques horticoles et de pêche, les végétaux cultivés, les conditions agroclimatiques, la tenure foncière et, plus largement, l'utilisation de l'espace définissent un type de comportement économique et social particulier, qui se manifeste à travers les rythmes de travail, les déplacements des groupes, les connaissances botaniques et les habitudes, tout ce qui fait la vie sociale kanak et tribale.

Traditionnellement, les jardins kanak, qui reposaient essentiellement sur la culture de l'igname *Dioscorea alata* ou « vraie igname » et faisaient l'objet de soins intensifs [Leblic 2002], étaient tout autant la principale expression de l'activité socioéconomique que le support de la vie. L'insertion progressive des autres plantes allogènes s'est faite le plus souvent au rythme biologique de l'igname. Rapidement, face aux difficultés à maintenir leur système horticole traditionnel, les Kanak ont commencé par cultiver des variétés rustiques de *Dioscorea alata*, puis ont adopté massivement la culture du manioc, aujourd'hui prépondérante dans nombre de jardins vivriers car ne nécessitant que peu de travail du sol. Enfin, la culture du taro sous pluie a remplacé la culture en tarodières irriguées. D'un rendement moindre, ces nouvelles cultures requièrent une augmentation des superficies cultivées si bien que les Kanak entrent avec les colons dans une concurrence de plus en plus vive pour ce qui est de l'espace et doivent raccourcir les périodes de jachère, base de leur système agricole : des huit à dix ans qu'elles duraient pour une mise en culture de deux années successives, elles ne sont plus que de trois à cinq ans pour une mise en culture de trois années successives. Cela induit un appauvrissement des sols, souvent déjà médiocres dans les réserves.

17. La colonisation a fortement modifié la structure de l'agriculture traditionnelle en raison d'une emprise spatiale moindre de l'horticulture kanak, devenue peu à peu inférieure à celle des plantations spéculatives telles que la caféiculture et les cocoteraies. Pour des informations relatives aux îles Loyauté et à la Grande-Terre, voir J.-P. Doumenge [1981, 1982].

Comme l'avaient bien noté en leur temps Jacques Barrau [1956] et André-Georges Haudricourt [1964], l'horticulture kanak, qui repose sur le traitement individuel dont chaque plante fait l'objet aux différentes phases de sa culture (multiplication-entretien-récolte), disparaît peu à peu face à une agriculture où les plantes font l'objet d'un traitement de masse. Pourtant, comme l'a remarqué Jean-Pierre Doumenge :

L'agriculture vivrière reste donc profondément dualiste : il y a l'igname et le « reste ». Le jardin nouvellement défriché sert presque toujours à la plantation des ignames nouvelles. [...] Pour l'ensemble de la Grande-Terre, on peut estimer à 150 m² la superficie moyenne des jardins d'ignames. C'est fort peu pour une culture perçue comme primordiale par les agriculteurs autochtones et qui, d'octobre à mars, monopolise l'espace vivrier établi sur les périmètres des réserves [1981 : pl. 34].

HORTICULTURE KANAK *VERSUS* DÉVELOPPEMENT/ SOUS-DÉVELOPPEMENT

Penser les tribus kanak comme sous-développées – d'un sous-développement comparable à celui de certains pays d'Afrique –, comme l'ont fait nombre de responsables ayant promu des politiques de développement [Leblic 1993], signifierait que les savoir-faire de l'horticulture et de la pêche, que l'organisation économique de la société, aient été bouleversés au point de jeter le paysan et le pêcheur kanak dans la misère, sur un quelconque marché d'une économie de plantation ou d'une économie urbaine. Or, ce n'est pas vraiment le cas, à en croire Bernard Vienne :

Le problème colonial néo-calédonien, qui n'a rien à voir, ou pas grand-chose, avec

les situations de sous-développement telles qu'on les connaît ailleurs, famines, mortalité élevée, etc., est celui de la dépossession des Kanak de leur histoire [1985 : 1602].

Une vie économique kanak a toujours existé, se modifiant et s'adaptant au contexte environnant. C'est celle d'une paysannerie attachée à la culture des tubercules et autres, associée à une pêche, importante tant du point de vue alimentaire que du point de vue social [Leblic 1989], l'ensemble constituant un mode de production qui n'a pas été supprimé par la colonisation, même s'il a pu subir des modifications [Leblic 1993 ; Bensa et Freyss 1994]. L'introduction d'une nouvelle culture, par l'organisation du travail et par la modification des habitudes qu'elle suppose, par les conséquences sociales qu'elle entraîne, peut se trouver en contradiction ou en concurrence avec les cultures vivrières traditionnelles et ainsi poser des problèmes aux services administratifs. Celle-ci ne connaîtra pas alors le succès escompté. Le « café soleil » en constitue un cas exemplaire en ce qu'il a des implications sur la gestion du foncier. Planter des plantes pérennes comme les arbres fruitiers et les caféiers induit une appropriation, sur le long terme, des parcelles et peut ainsi transformer un usage, plus ou moins collectif, en un usage totalement individuel. Ne dit-on pas que le caféier condamne la terre¹⁸ ?

18. « [...] planter une terre en plantes pérennes, c'est retirer, sur des bases individuelles parce que monétaires et susceptibles de se perpétuer, des terres à la jouissance des autres membres du lignage et à leurs besoins futurs. [...] Il n'est donc pas rare que des individus ne puissent créer de nouvelles caféières du fait de l'opposition de leurs parents » [Pillon 1985 : 1638].

L'avant-projet de développement de la région nord accorde une grande place à cette dimension culturelle :

La politique régionale doit permettre de conforter les secteurs vivriers et marchands actuels, et d'assurer progressivement, pour ceux que cela intéresse, le passage d'une activité vivrière pure à une activité de type mixte (vivrière et commerciale). Ce passage doit être fait au rythme des intéressés, selon leurs besoins, pour ne pas trop perturber les équilibres sociaux, familiaux, à l'intérieur de la structure coutumière¹⁹.

En effet, le modèle de la petite production horticole domestique reste dominant et soutient toute la vie sociale kanak. Étant, pour les intéressés, d'une rentabilité alimentaire et sociale certaine, l'abandonner n'est pas envisageable. Est-ce à dire, comme le font certains, qu'il y a opposition entre tradition et modernité ? Il n'en est rien. Cette dichotomie est le fruit de la méconnaissance de la société kanak et de son fonctionnement. « Tradition » n'est pas synonyme d'obstacle au développement, d'archaïsme. En effet, comme nous l'avons montré ailleurs [Leblic 1993], les Kanak n'opposent pas tradition et modernité : ils construisent leur identité en puisant dans leurs traditions et en les adaptant en permanence aux changements socioéconomiques.

C'est un argument récurrent de dire que la coutume entrave le développement [...]. Si l'on veut dire que la coutume est un frein au capitalisme et aux règles de l'économie de marché, alors je dis oui, c'est exact [...]. L'espace de la réserve a été une zone de résistance de la coutume

[...]. La coutume serait-elle une entrave au développement et à la satisfaction des besoins des Kanak ? C'est une assertion démentie par l'histoire. Depuis les débuts de la colonisation jusque dans les années 1950, sous le régime de l'indigénat, nous étions réduits, nous les Kanak, à nous débrouiller pour survivre sur moins de 10 % des terres du pays. Nous l'avons fait. Réduits à l'économie de subsistance dans le périmètre étroit de la réserve, la coutume nous a permis de survivre [...]. Les Kanak peuvent-ils garder leurs traditions et prendre une part active à l'économie moderne, tout en restant à l'intérieur de la terre coutumière ? Je dis oui [...]. Moi, je suis pour la préservation de la coutume, des valeurs culturelles kanak, et ces valeurs ne peuvent pas survivre sans un espace d'expression. Si certains veulent participer au développement moderne dans le périmètre de la tribu, il faut qu'on leur en donne la possibilité mais il faut laisser aux autres le droit de continuer à vivre selon la coutume et la tradition [...]. L'économie de subsistance ne peut pas être un système mondial mais, dans les conditions de l'Océanie, le système de subsistance n'a pas été un facteur de misère pour le peuple kanak ni pour les autres peuples océaniens. Notre peuple a su inventer les formes sociales et culturelles qui lui sont propres. Il a élaboré, entretenu et développé des valeurs culturelles,

19. Cf. *Bwenando* 43 (1986), revue du FLNKS. L'existence d'une économie vivrière, rentable sur le plan alimentaire et social, doit donc servir de point d'appui à toute réflexion sur le mouvement indépendantiste kanak. Ce mouvement ne se pense pas comme une conquête obligée de l'économie de marché par un sous-prolétariat urbanisé aux abois – comme cela peut être le cas ailleurs – mais d'abord comme une exigence de dignité politique historiquement justifiée.

humaines, qui peuvent même, à certains égards, être supérieures à d'autres [Néaoutyine 2006 : 148-150].

Sans rouvrir le débat sur les critères des sociétés dites sous-développées ou en voie de développement, disons simplement que la question du développement/sous-développement procède des représentations que les sociétés occidentales, dites développées, ont des autres sociétés. Ainsi, les Kanak, qui ont longtemps été considérés comme des sauvages que l'on pouvait exterminer, sont dits aujourd'hui « sous-développés », et la France se doit de les développer, tout comme elle avait, auparavant, la charge de les civiliser par l'intermédiaire de l'entreprise coloniale [Leblic 1993].

La négation de l'économie kanak relève d'a priori européocentristes : pour les occidentaux, l'horticulture sur brûlis serait une pratique archaïque et les champs kanak un fouillis de cultures sans ordre ni rationalité ; cette horticulture serait synonyme de pauvreté. C'est oublier que l'économie n'est qu'une des dimensions de la culture et que, pour la société kanak, le social prime encore et toujours sur l'économique.

PLANTES AUTOCHTONES/PLANTES ÉTRANGÈRES

Une dialectique de l'ancien et du nouveau opère sur l'ensemble de la société kanak où deux notions importantes sont mises en parallèle : celle de « vrai », « intérieur » (au sens d'autochtone) et celle de « Blancs », « extérieur » (au sens d'étranger). On parle ainsi des « anciens » en tant que « maîtres du terrain », fondateurs, premiers occupants d'un terroir ; par leur lien privilégié avec les ancêtres et les esprits des lieux, on les dit aussi à l'origine

des techniques autochtones de prédation [Leblic 1995 : 100-102].

Dans ce contexte, les Kanak n'accordent donc pas le même soin au café – « sous ombrage » ou « sans ombrage », donc « extérieur » – qu'aux ignames, considérées comme quelque chose d'intérieur et de constitutif de l'identité kanak. Ce que confirment plusieurs planteurs de café :

Le café, c'est quelque chose d'extérieur au Kanak. Pour bien s'occuper de son champ, il faut l'aimer comme on aime son champ d'ignames, et le café, comme toute autre culture venant de l'extérieur, on ne l'aime pas de la même façon : c'est pour ça qu'on ne lui apporte pas tout le soin nécessaire (entretien à Ponérihouen, novembre 1990).

À un autre niveau, le planteur de café [...] plante le café comme si c'était un objet complètement extérieur à lui [...]. Alors que quand on est agriculteur, on aime sa terre, sa plantation. On plante toujours le café pour le cueillir, pour le vendre, pour avoir de l'argent. Il faut faire vite pour avoir de l'argent. Jadis, on avait encore du temps pour penser. Mais maintenant, il faut aller vite. Ce que je dis, c'est la parole des vieux (entretien à Ponérihouen, décembre 1990).

Le Kanak, il n'a pas que le café comme objectif. Il y a les champs d'ignames, de manioc, la coutume [...]. Aussi le Kanak est débordé par toutes ces occupations [...]. De plus, la période où le café ne produit pas, il faut trouver de l'argent pour se nourrir. Il ya donc un problème de concurrence entre les différentes activités. L'homme doit se demander comment il doit s'y prendre. Quand on va vers le progrès, on commence par le café (entretien à Ponérihouen, décembre 1990).

Ces choses, perçues comme extérieures, peuvent être à l'origine d'incompréhensions et de conflits, car en opposition avec l'autochtonie basée sur les « vraies choses ».

Notion de travail, vie sociale et coutume

Une autre manifestation de cette différence de représentation se manifeste dans la notion de travail. Kanak et Européens ne l'entendent pas de la même façon : cultiver son champ ou entretenir ses relations coutumières par des visites, des échanges et des discussions, sont, pour un Kanak, deux choses tout aussi importantes, que l'on peut désigner par le terme « travail ». Aussi, dire que les Kanak ne font rien suppose une méconnaissance de ce qui fait la vie quotidienne dans la tribu. Les Kanak sont très occupés : ils produisent pour leur autoconsommation, pour les activités liées à la coutume et pour les réunions de toutes sortes (politiques, religieuses, associatives, coutumières). Tout cela représente un travail, au sens propre du terme.

Dans toute l'Océanie, on entend souvent dire à propos d'activités nouvelles : « On n'a pas que ça à faire ! » À l'heure actuelle, les Kanak ne sont pas prêts à laisser de côté ce qui fait leur vie sociale et culturelle, même si c'est le prix à payer pour se lancer dans l'économie de marché.

Patrick Pillon [1985 : 1640] a montré que « la vie sociale et les coutumes représentent plus de 20 % des activités, soit la moitié du temps consacré à la production ». Il insiste sur le fait que :

Sur une année, la totalité du temps de production effectué par un adulte marié correspond à la durée à consacrer à 1 hectare de caféiculture intensive, la première année, selon les normes des services

techniques [...]. Le relevé des emplois du temps montre que la part des activités de production doit être replacée dans l'ensemble des activités nécessaires à la reproduction sociale et aux activités coutumières [*ibid.* : 1640-1641].

La société kanak est basée sur l'échange et sur le don ; la société occidentale sur le profit et l'accumulation. La notion même de travail est donc différente dans chacune de ces sociétés. Le Kanak ne compte pas les heures passées à produire, par exemple dans son champ d'ignames, de taros ou de bananes. Il peut donc donner le produit de son travail sans état d'âme alors que l'Européen va monnayer le fruit de son travail en fonction de sa valeur estimée. Cette différence d'appréciation du travail et de la valeur des produits fait que, bien souvent, un producteur kanak préférera, plutôt que de le vendre, donner ou laisser pourrir ce qu'il ne peut pas consommer car ce n'est pas dans les habitudes de vendre un surplus – sans compter que ce n'est pas facile.

C'est ce qu'expriment les agriculteurs lorsqu'ils affirment que le travail de l'igname passe avant celui du café, que l'on ne peut pas se concevoir et concevoir la société mélanésienne sans le premier, alors que le second ne sert qu'à faire de l'argent [Pillon 1985 : 1641].

C'est pour cela aussi qu'on estime que le « café soleil » représente trop de travail et que les surfaces réellement plantées par les Kanak (0,25 ha) sont bien inférieures à celles qui seraient nécessaires (3 ha) pour obtenir un véritable revenu après trois ans d'un entretien strict et fastidieux.

Aujourd'hui encore, les Kanak juxtaposent deux rationalités ou deux systèmes : l'économie

domestique traditionnelle basée sur les échanges (de produits, mais aussi de femmes, de pouvoirs rituels) et l'économie de marché, dont le poids varie d'une région à l'autre.

L'exemple du café montre la capacité d'adaptation du système social kanak : le café sous ombrage, dont l'entretien entre moins en concurrence avec les autres activités liées à la vie sociale, a mieux été intégré par les Kanak que le « café soleil », qui rompt complètement avec les habitudes culturelles.

Il n'empêche que, le café étant une culture pérenne, son implantation sur les terres kanak doit se faire en accord avec les membres du lignage du planteur, au risque sinon de provoquer des conflits fonciers entre ses membres. De même, la caféiculture ne doit pas se faire en concurrence avec les cultures traditionnelles. C'est une des raisons pour lesquelles les essais de plantation de grandes surfaces (plusieurs hectares par promoteur) n'ont pas été couronnés de succès.

Bibliographie

- Barrau, J.** — 1956, « L'agriculture vivrière autochtone de la Nouvelle-Calédonie ». Document technique. Nouméa, Commission du Pacifique Sud.
- Bensa, A.** — 1990, *Nouvelle-Calédonie : un paradis dans la tourmente*. Paris, Découvertes Gallimard (« Histoire »).
- Bensa, A et J. Freyss** — 1994, « La société kanak est-elle soluble dans l'argent ? », *Terrain* 23 : 11-26.
- Dauphiné, J.** — 1989, *Les spoliations foncières en Nouvelle-Calédonie (1853-1913)*. Paris, L'Harmattan.
- David, G. et P. Pillon** — 1999, « La relance caféicole en secteur rural mélanésien », in G. David, D. Guillaud et P. Pillon eds., *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins*. Paris, Société des Océanistes-IRD (« Publications de la Société des Océanistes 47 ») : 195-217.
- Djama, M.** — 1999, « Transformations agraires et systèmes ruraux mélanésien en Grande-Terre de Nouvelle-Calédonie », *Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée. Revue d'ethnobiologie* 41 (1) : 201-224.
- Doumenge, J.-P.** — 1981, « Planche 34 : terroirs mélanésien », *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*. Paris, ORSTOM. — 1982, *Du terroir à la ville. Les Mélanésien et leurs espaces en Nouvelle-Calédonie*.

- Bordeaux, Centre d'études et de géographie tropicales (« Travaux et documents de géographie tropicale 46 »).
- Guiart, J.** — 1981, « Planche 18 : clans autochtones, situation précoloniale », *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*. Paris, ORSTOM. — 1998, *Les Mélanésien devant l'économie de marché. Du milieu du XIX^e siècle à la fin du millénaire*. Nouméa, Le Rocher-à-la-Ville.
- Haudricourt, A.-G.** — 1964, « Nature et culture dans la civilisation de l'igname. L'origine des clones et des clans », *L'Homme* 4 : 93-104.
- Kohler, J.-M. et P. Pillon** — 1986, *Économie domestique mélanésienne et développement. L'opération café*. Nouméa, OCSTC-ORSTOM.
- Laroche, M.-C.** — 1954, « La vie dans les tribus calédoniennes en 1954. Notes pour une ethnologie de l'acculturation », *Journal de la Société des Océanistes* 10 : 77-90.
- Leblic, I.** — 1988, « L'évolution des techniques de pêche en Nouvelle-Calédonie », *Techniques et culture* 12 : 81-119. — 1989, « Les "clans-pêcheurs" en Nouvelle-Calédonie. Le cas de l'île des Pins », *Cahiers des sciences humaines* 25 (1-2) : 109-123. — 1993, *Les Kanak face au développement. La voie étroite*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble. — 1995, « Les notions du commerce

moderne et les valeurs traditionnelles de l'échange en Nouvelle-Calédonie », in F. Grenand ed., *Les mécanismes du changement culturel et linguistique* (Revue d'ethnolinguistique 7) : 87-111. — 2002, « Ignames, interdits et ancêtres en Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes* 114-115 : 115-127.

Leblic, I. ed. — 2003, *Nouvelle-Calédonie. 150 ans après la prise de possession* (Journal de la Société des Océanistes 117-2).

Merle, I. — 1995, *Expériences coloniales. La Nouvelle-Calédonie (1853-1920)*. Paris, Belin, (« Histoire et société : temps présents »).

Missotte, P. — 1985, « Endogène et exogène en développement mélanésien de Nouvelle-Calédonie. Une décennie 1970-1980 ». Thèse. Paris, EHESS.

Néaoutyine, P. — 2006, *L'indépendance au présent. Identité kanak et destin commun*. Paris, Éditions Syllepse (« Des paroles en actes »).

Pillon, P. — 1985, « Développement et enjeux sociaux : l'opération café », *Les Temps modernes* 464 : 1623-1653.

Terrier, C. — 2000, « La colonisation de peuplement libre (1889-1909) ou des conséquences de la confrontation entre intérêts métropolitains et insulaires dans l'évolution d'une utopie française en Océanie vers un type colonial spécifique ». Thèse d'histoire. Nouméa, Université de Nouvelle-Calédonie.

Vienne, B. — 1985, « La fin du colonialisme ? », *Les Temps modernes* 464 : 1602-1611.

Résumé

Isabelle Leblic, *Café, développement et autochtonie en Nouvelle-Calédonie*

En Nouvelle-Calédonie, l'histoire de l'implantation du café ne peut être dissociée de celle de la colonisation. L'administration coloniale a d'abord fait venir les colons pour leur faire planter du café, et ce au détriment des populations kanak qui subissaient les spoliations foncières du grand cantonnement. Puis, dans une volonté d'intégrer les Kanak dans l'économie de marché, cette même administration a favorisé le développement, en milieu tribal, de caféries sous ombrage avant de procéder à « l'opération café » visant à planter du « café soleil ». Aujourd'hui, essayant de tirer les leçons du passé, la province Nord mène une politique de relance de la caféiculture, qui tient compte de l'organisation sociale et foncière kanak. En effet, l'analyse des échecs des différentes tentatives précédentes ne peut se faire qu'à la lumière des caractéristiques propres à la société kanak (opposition plantes autochtones/plantes allochtones, représentations du travail, représentations en matière de développement/sous-développement).

Mots clés

café soleil/café ombrage, caféiculture et développement, histoire coloniale, Nouvelle-Calédonie, organisation sociale et foncière kanak

Abstract

Isabelle Leblic, *Coffee, development and natives in New Caledonia*

The history of coffee in New Caledonia cannot be separated from colonization. The colonial administration first tried to attract colonists for planting coffee, but these efforts were detrimental to the Kanak whose lands were seized. In an attempt to integrate natives in the market economy, the administration then supported, in tribal zones, the development of coffee plantations in shaded areas and afterwards in sunny areas. Now trying to draw lessons from the past, North Province is pursuing a policy for stimulating the production of coffee based on the Kanak social organization and land ownership. The analysis of past failures must take into account the characteristics of Kanak society: native/foreign plants, conceptions of work, ideas about development and underdevelopment.

Keywords

coffee in shady/sunny areas, coffee-production and development, colonial history, New Caledonia, Kanak social organization and land tenure